



Early Journal Content on JSTOR, Free to Anyone in the World

This article is one of nearly 500,000 scholarly works digitized and made freely available to everyone in the world by JSTOR.

Known as the Early Journal Content, this set of works include research articles, news, letters, and other writings published in more than 200 of the oldest leading academic journals. The works date from the mid-seventeenth to the early twentieth centuries.

We encourage people to read and share the Early Journal Content openly and to tell others that this resource exists. People may post this content online or redistribute in any way for non-commercial purposes.

Read more about Early Journal Content at <http://about.jstor.org/participate-jstor/individuals/early-journal-content>.

JSTOR is a digital library of academic journals, books, and primary source objects. JSTOR helps people discover, use, and build upon a wide range of content through a powerful research and teaching platform, and preserves this content for future generations. JSTOR is part of ITHAKA, a not-for-profit organization that also includes Ithaka S+R and Portico. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

DOCUMENTS

1. *An Unidentified Article by Talleyrand, 1796*¹

THE following article was printed on February 26, 1796, in the *Courrier de la France et des Colonies*, a French newspaper published in Philadelphia.

On February 15, 1796, Talleyrand, who, barred from France by a decree of emigration and forced to leave England under the terms of the Alien Act, had come to the United States and taken up his residence in Philadelphia, sent the following note to his friend, Moreau de Saint-Méry, ex-Constituent, and since 1794 a printer and bookseller in Philadelphia:

Je vais vous envoyer un morceau pour votre feuille de demain; ce sont deux pages assez piquantes. Gardez-leur de la place. Ce sera fort mal écrit, parceque vos plumes ne sont pas assez fendues.

Bon jour—Quoi de nouveau?

Envoyez-moi un de vos jeunes gens dans une heure chercher ma mauvaise écriture.²

The sheet referred to is the already mentioned *Courrier de la France et des Colonies* of Philadelphia, published by Gatereau of Santo Domingo and printed by Moreau de Saint-Méry. This journal, which had appeared intermittently since September 19, 1793,³ was a four-page quarto newspaper, designed like the *Étoile Américaine* of Philadelphia and the *Gazette Française et Américaine* of New York to find a reading public among the émigrés from France and the French fugitives from Santo Domingo.

An examination of the file of the *Courrier* in the Boston Athenaeum, probably the only one in existence, disclosed an article entitled "Réflexions sur les Dernières Nouvelles reçues d'Europe particulièrement sur celles relatives à la France". It is unsigned, but that it is the article of Talleyrand's letter there can be no doubt.

In the first place, in the copies published between February 15, 1796, the date of Talleyrand's note to Moreau, and March 14, 1796, when the paper ceased to be published, there is no other article which could possibly be that mentioned by Talleyrand. The meagre issues

¹ Contributed by the late Lieutenant Ralph B. Yewdale, assistant professor in the University of Wisconsin, who died Nov. 24, 1921.

² Moreau de Saint-Méry, *Voyage aux États-Unis de l'Amérique, 1793-1798*, edited by Stewart L. Mims (New Haven, 1913), p. 220.

³ *Ibid.*, pp. 214-215.

are filled with clippings from French and English newspapers, a serial account of adventures under the Terror, and the like.

The article in question, if allowance is made for the advertisements, covers almost exactly two pages. "Ce sont deux pages," says Talleyrand.

Furthermore, the resemblance between the style of the "Réflexions" and that of Talleyrand's *Essai sur les Avantages à retirer des Colonies Nouvelles dans les Circonstances Présentes* and his *Mémoire sur les Relations Commerciales des États-Unis avec l'Angleterre*, two papers read before the Institute and published soon after his return to France, is unmistakable.

Conclusive evidence, however, for ascribing the authorship of the "Réflexions" to Talleyrand, is to be found in the content of the article itself. A considerable portion of the article is devoted to a consideration of the finances of France, a subject in which Talleyrand had been keenly interested, both as agent-general of the clergy before the Revolution and as a member of the Constituent Assembly. It was he who had moved in the Constituent Assembly to confiscate the church lands in order to save the state from bankruptcy; he had spoken repeatedly on subjects connected with the national finances, and he had opposed the excessive issue of assignats and foretold their fate.⁴ A comparison of the text of the "Réflexions" with the quotations from Talleyrand's speeches which I have printed in the footnotes will show that they were written by the same man.

The article is of interest since, unsigned as it is, it indicates Talleyrand's honest opinion of the Directory and of the financial condition of France on the eve of his return to Europe, where he was soon to become Minister of Foreign Affairs of the French Republic.

RALPH BAILEY YEWDALE.

RÉFLEXIONS SUR LES DERNIÈRES NOUVELLES REÇUES D'EUROPE ET PARTICULIÈREMENT SUR CELLES RELATIVES À LA FRANCE

Sans même parler de l'ancienneté de ces nouvelles, dont les plus récentes s'arrêtent au 7 Décembre dernier, il serait bien difficile d'en tirer aucun résultat probable en politique, puisque sur des points d'une importance générale, la contradiction paraît de toute part. Il semble, lorsqu'on lit les extraits des quelques gazettes qui se sont comme échappées de France ou d'Angleterre pour irriter notre curiosité plutôt que pour la satisfaire, qu'on ait entrepris la tâche, aussi bizarre qu'impossible, de complaire successivement à tous les partis, à toutes les opinions, et de laisser, en dernière analyse, flotter les esprits dans l'incertitude où ils nagent depuis plusieurs années. On quitte cette lecture avec un soupir

⁴ *Archives Parlementaires*, première série, VIII. 498; IX. 398 ff.; XVI. 211 ff.; XXI. 401 ff.; XXVII. 144 ff., 351 ff.

vers l'avenir, et lorsqu'un jour de plus a encore déçu l'attente qu'il avait fait concevoir, notre pensée appelle le lendemain pour lui confier de nouvelles espérances. C'est ainsi que courant sans cesse après une ombre fugitive, nous accusons le tems de ne pas seconder assez notre impatience, sans réfléchir que chaque mouvement de ses ailes ravit quelque chose à notre existence, et que sa course n'a pas toujours pour but celle que lui indiquent nos desirs.

Cependant à travers cet amas indigeste de détails recueillis avec empressement et publiés avec le projet de remplir les papiers-nouvelles, il est quelques événemens qui semblent ne pas permettre le doute.

C'est ainsi que nous devons croire que la fureur des élémens s'est en quelque sorte combinée avec celle des hommes pour augmenter les désastres. Les vagues en furie ont englouti ceux qui étaient destinés à aller porter au loin les ravages de la mort, et des êtres qui se confiaient aux flots pour aller verser le sang de leurs ennemis sur des bords éloignés, ont perdu la vie, avant de quitter les propres bords de leur pays, tout couverts de leurs cadavres défigurés. La mer s'est apaisée, mais la colère d'Albion subsiste et elle recueille des débris pour les faire servir encore, si elle le peut, à l'exécution de ses projets.

Sur les bords du Rhin, où l'on dit que la victoire capricieuse vole de l'une à l'autre rive, le sang humain ruisselle et cette déchirante vérité est la seule que nous sachions bien.

Ah ! quels vœux ardents pour la paix des maux aussi longs et aussi multipliés doivent faire naître dans tous les coeurs sensibles ! et s'il en est d'assez atroces pour que la haine s'y nourrisse encore, qu'ils soient, s'il est possible, les seuls à éprouver les horreurs d'aussi longues calamités, et qu'un repos dont l'humanité a si grand besoin ajoute, s'il le faut, à leurs impuissantes fureurs !

Comme nous pensons que beaucoup de nos lecteurs attachés par plusieurs liens à la France n'auront pas lu, sans une grande attention, ce que les travaux de la nouvelle législature ont produit, nous leur offrirons ici quelques observations que nous avons entendu faire sur des actes émanés d'elle.

Celui qui porte un caractère vraiment remarquable, c'est le décret qui établit des notes qu'on échangeera contre les assignats à un pour trente.

Il est impossible de se dissimuler que depuis long-tems la multiplicité des assignats les dépréciait et que leur dépréciation contraignait à son tour à les multiplier. Ainsi tournant dans ce cercle vicieux, il fallait absolument qu'il arrivât un moment où, périssant de leur propre nullité, les assignats eussent le sort de tout papier-monnoye forcé :⁵ cette crise

⁵ Cf. the speech of Talleyrand, Dec. 4, 1789 : "L'effet inévitable de tout papier-monnaie, vous le savez, Messieurs, est la prompte disparition des espèces. Ce numéraire fictif chasse le numéraire réel, et parce qu'il le remplace, et parce qu'il l'effraye ; et, comme il ne peut jamais en être la représentation parfaitement exacte, il arrive qu'il en chasse beaucoup plus qu'il n'en remplace. Dès lors, ce papier ne se soutient plus à l'égalité de l'argent ; il tombe au-dessous de pair, et de là les plus funestes conséquences." *Archives Parlementaires*, X. 383.

"L'Assemblée nationale ordonnera-t-elle une émission de deux milliards d'assignats-monnaie ? On préjuge du succès de cette seconde émission, par le succès de la première . . . ; faire militer ce premier succès, qui même n'a pas été complet, puisque les assignats perdent, en faveur d'une seconde et plus ample émission, c'est s'exposer à de grands dangers . . ." Speech of Sept. 18, 1790. *Id.*, XIX. 49.

salutaire est arrivée. Nous disons salutaire, car il ne s'agit plus de chercher si les circonstances actuelles ont pu être évitées ou non, ni de s'ériger en juge des causes et des effets d'une grande révolution, pour établir une hypothèse et en faire marcher les conséquences sur le papier; il faut prendre les circonstances au point où elles sont parvenues. Et c'est alors qu'on ne peut nier que l'anéantissement des assignats est un bien.

Leur valeur décroissant chaque jour, il est sûr que l'ouvrier qui, pour son labeur, avait reçu, au commencement d'un mois, une somme supérieure à sa dépense, et qui conservait l'excédant, se trouvait n'avoir rien économisé au commencement du mois suivant, parce que les assignats avaient continué à perdre, et qu'il devait arriver par l'effet de la misère générale, que son travail n'était plus suffisant pour le faire vivre.⁶ C'était déjà et depuis long-tems le sort de presque tous les rentiers, classe sur laquelle les assignats avaient le plus d'influence, puisque recevant des arrérages en assignats, au taux légal, ils voyaient, à chaque paiement, leurs revenus disparaître sans pouvoir rien opposer à ce malheur.⁷ Enfin les assignats étaient avilis à un tel point, que les frais que leur fabrication exigeait ne pouvaient plus être payés par eux.

On ne cherche point à se dissimuler que cet instant qui réduit nécessairement l'*assignat* au taux des *notes* ne soit douloureux, c'est celui d'une opération qui rappelle à la vie un corps que des crises lentes mais continuelles allaient paralyser.

Mais, dira-t-on, tous les moyens, toutes les ressources, toutes les fortunes sont détruites, car il n'est pas personne qui ne possède une quantité quelconque d'assignats, et qui n'éprouve ainsi une perte plus ou moins sensible, et cette secousse causée aux fortunes particulières doit détruire la fortune publique.

A cela l'on peut répondre par deux grands exemples. C'est que la France n'a pas péri à la chute du système de Law.

C'est que l'Amérique n'a pas péri lorsque son congrès a prononcé que son papier-monnoye n'aurait plus d'autre valeur que celle qu'il avait

⁶ Cf. the speech of Talleyrand, Sept. 18, 1790, *Archives Parl.*, XIX. 50: "Je dis que l'abondance des assignats doit appauvrir les manouvriers de tout genre et nuire par conséquent au succès des manufactures et à la prospérité des campagnes. J'insiste sur cette considération, parce que le danger dont je parle menace le pauvre et le menace tous les jours et à toutes les heures.

"Point de richesses sans travail, point de travail sans consommation.

"Puisqu'il faut produire avant de consommer, il faut donc que le prix du travail soit acquitté avant que le manouvrier consomme.

"Mais le prix du travail étant modique, journalier, applicable aux premiers besoins de la vie, il ne peut jamais être payé qu'avec des monnaies, et le papier ne peut remplir aucune fonction à cet égard. Cependant les assignats auront augmenté le prix de tous les objets de consommation; et les salariés, restés au même taux, lorsque toutes les valeurs seront peut-être doublées autour d'eux, seront d'autant plus pauvres, d'autant plus malheureux, qu'ils auront produit davantage; car si tout renchérit, la consommation sera moindre, et le travail venant ensuite à diminuer, il est impossible que les salaires augmentent."

⁷ Cf. the speech of Talleyrand, Dec. 4, 1789, *ibid.*, X. 383-384: "Tous les créanciers que l'on rembourse en billets perdent la différence; tous les débiteurs à qui l'on avait prêté en argent la gagnent: par conséquent, renversement dans les propriétés, infidélité universelle dans les paiements, et infidélité d'autant plus odieuse qu'elle se trouve légale."

à l'époque du décret, c'est-à-dire, *un* pour *quarante* relativement à l'argent monnoyé.

On demandera ensuite où est pour les notes une garantie plus forte que dans les assignats? Elle est dans les biens nationaux dont la vente est suspendue pour que l'hypothèque soit connue et conservée. Mais elle est bien plus encore dans l'établissement d'un gouvernement qui, dès son principe, annonce clairement qu'il ne veut pas que les maux produits par les assignats s'aggravent et se sent assez fort pour proposer une opération douloureuse au moment où elle est un moyen curatif pour le corps politique.

Cette énergie qui est un grand moyen d'inspirer la confiance produira celle qu'on paraît vouloir faire entretenir et nourrir par des compagnies, financières qui, trouvant dans une hypothèque réelle une base solide pour leurs opérations, sauront faire partager des sentimens qu'elles auront conçu elles-mêmes.

D'ailleurs n'est-il pas notoire qu'une des causes qui a le plus accéléré l'avisement des assignats a été la concurrence dans laquelle ils se sont trouvés avec la monnaie métallique?⁸ Et puisque cette dernière a reparu dès qu'on le lui a permis, si elle est déjà assez commune pour que beaucoup de transactions n'ayent plus lieu que par son moyen, pourquoi ne se montrerait-elle pas avec plus d'abondance lorsque tous les soins du gouvernement l'y exciteront? Le numéraire de la France n'est pas tombé au fond d'un abysme. Tout ce que la terreur avait enfoui doit reparaitre lorsqu'il n'y a plus de terreur; ce qui [qu'il] avait transporté dans les contrées étrangères, reviendra, puisque l'on peut désormais être riche et industriel en France, sans courir le risque de monter à l'échafaud.⁹

Pour produire tant d'heureux effets, une seule chose suffit, la confiance: et l'on peut répéter que celle avec laquelle la législature compte sur l'esprit public est suffisante pour donner la plus heureuse impulsion à ce grand moyen de gouvernement.

Il faudrait avoir bien réfléchi sur ce qui s'est passé à l'époque de l'exécrable Robespierisme et à celle qui l'a suivie, pour ne pas reconnaître dans les principes actuels d'autres vues, et dans ce qu'ils ont déjà produit de grands sujets d'espérer. Un trait entr'autres en fera bien juger.

La législature, calculant que la paix qu'elle veut doit ramener à l'état de simple citoyen des individus dont la paye militaire est peut-être l'unique ressource, met en réserve pour l'armée un milliard, destiné à être tout à la fois et récompense et moyen d'exister. Et pour qu'on soit bien convaincu qu'elle croit que chacun concourra avec elle au rétablissement de l'ordre, elle met en dépôt entre les mains de chaque département une portion de ce milliard. Ce n'est plus une seule cité s'arrogeant

⁸ Cf. the speech of Talleyrand, Sept. 18, 1790, *ibid.*, XIX. 51: "Il n'existe dans la réalité qu'une monnaie dominante dans ce moment, c'est l'argent. Si vous donnez cours au papier, ce sera le papier. Vous ordonnerez que ce papier ne perde pas, j'y consens; mais vous n'empêcherez pas que l'argent ne gagne, et ce sera absolument la même chose."

⁹ Cf. the speech of Talleyrand, Dec. 4, 1789, *ibid.*, X. 385: "Ce n'est qu'en commandant l'opinion, en donnant des motifs déterminants de confiance, que l'on assure le crédit; et si l'on craint que, même après le rétablissement de l'ordre, le numéraire qui semble s'être évanoui au milieu de nous ne reparaisse pas, on se trompe."

la suprématie; ce n'est plus Paris disant: *Moi seule je suis la République entière* et réservant toujours tout pour se l'appliquer ou pour s'en arroger l'emploi. Ici chaque département est associé à la distribution des bienfaits; chacun d'eux est dépositaire et gardien d'un moyen de puissance dont on ne croit plus qu'il puisse abuser, et pour lui prouver qu'on ne veut plus y produire de commotions, on lui destine à l'avance des moyens de calme et de bonheur. On ne rivalise plus, ou bien c'est seulement de désir de faire sortir la France de l'état où l'ont jettée des hommes qui souffraient tout de ceux qu'ils n'osaient pas envoyer à la mort.

Une autre preuve que le gouvernement a le sentiment de sa force, c'est la suppression des réquisitions militaires au moment même où le directoire exécutif se plaint d'une désertion allarmante. On se contente de mettre la force armée à sa disposition dans les cas indispensables. Voilà donc l'action du pouvoir exécutif sur tout citoyen quand il doit devenir soldat, organisée; et tant que la France aura des ennemis elle aura des défenseurs. Il ne faut pour les faire accourir par milliers que leur parler de l'infamie de recevoir une loi étrangère.

Et ce directoire exécutif il a aussi le sentiment de son importance. On a amèrement censuré le langage qu'il a pris avec les ministres étrangers et l'on a même cru que c'était lui qu'on injurait en comparant ceux-ci à des écoliers, mais il a dit en parlant à l'ambassadeur de Suède, *Les Chefs de la République Française*, et quand une grande nation, célèbre par sa valeur, est revenue, par un mouvement d'horreur pour les crimes par lesquels on s'est efforcé de la déshonorer pendant deux années, à n'avoir plus d'autre besoin que d'être libre et tranquille, ses chefs peuvent la rendre respectable aux yeux des autres nations, et la diriger de manière à convaincre ces dernières qu'elles doivent perdre l'espoir et de la soumettre et de l'exciter encore à se déchirer de ses propres mains.

Encore on est frappé d'un décret qui fait sortir des prisons, pour venir s'asseoir à leur rang de députés, des hommes, livrés à des accusations qui autrefois étaient presque toujours un signal de mort.

Ce qui nous plaît le plus de toutes ces remarques c'est qu'elles semblent faites pour fortifier encore l'espérance de la paix. Car comment concevoir l'idée d'une tranquillité durable en France, si la paix ne vient pas y ramener l'abondance en y rendant d'innombrables bras à l'agriculture, des hommes industriels aux manufactures, d'utiles spéculations au commerce? Elle seule peut y reproduire les biens qui en feraient encore un des lieux les plus délicieux à habiter, où les arts et les jouissances agréables, réunis aux douceurs de son climat, attireraient, comme autrefois, des habitans de toutes les autres contrées.

2. James K. Polk and his Constituents, 1831-1832

IN the Polk Papers in the Library of Congress is a modest booklet, made evidently by fastening together some sheets of folded writing-paper of note size.¹ In the cover is stamped "Congress U. S." in raised letters with a chaste border, indicating the source from which the paper was obtained. In the book were entered, day after day, a series of items describing a kind of service that every congressman performs and few ever have the patience or the candor to

¹ Polk Papers, Library of Congress, vol. 7, nos. 1245-1258.